

Grand débat, grand bla-bla : **Grève, blocage, Vive le combat**

Les Gilets jaunes ont sacrément réchauffé l'ambiance générale. Ce qui explique le succès de cette journée du 5 février à l'appel de plusieurs confédérations syndicales, à laquelle, justement, se sont joints bon nombre de Gilets jaunes. Salariés de TPE, d'associations ou aides à domiciles, certains ont débrayé pour la première fois. Cette journée de manifestations réussie est une première étape de l'extension du mouvement des gilets jaunes aux entreprises, et du passage nécessaire à la grève. De quoi encourager les militants syndicaux et les travailleurs à construire la mobilisation à la base, comme l'ont fait les Gilets jaunes, seul moyen de déboucher sur une grève réussie car contrôlée par les grévistes eux-mêmes.

Macron = répression

Samedi dernier, acte XII, trente gueules cassées, éborgnés par les flashball ou amputés par les grenades des flics ouvrent le cortège parisien des Gilets Jaunes. Un sacré contraste avec le « grand débat » bien policé en costume et écharpe tricolore. Dans la rue, des chômeurs, des étudiants, des salariés de petites et grandes entreprises, des retraités : les travailleurs, notre classe. Dans les salons, des notables et des politiciens petits et grands qui espèrent étouffer le mouvement sous leur bla-bla.

La manœuvre ne prend pas, les manifestations continuent.

Alors Macron lance des ballons d'essai : et pourquoi pas un referendum ? Avec des questions fielleuses - du type « souhaitez-vous un système de retraites plus équitable ? » - qui ne viseraient qu'à faire avaliser ses contre-réformes prévues de longue date. Un os à ronger électoral, qui contentera peut-être l'opposition parlementaire de gauche, de droite ou d'extrême-droite mais qui ne trompera pas les manifestants et leurs soutiens.

En parallèle, l'exécutif hausse le ton : Castaner déchaîne ses flics en leur promettant l'impunité à mots à peine couverts ; Belloubet, ministre de la justice, demande aux juges de prononcer les peines maximales ; l'assemblée adopte la « loi anti-casseurs », en fait une loi anti-manif, proposée par Les Républicains.

Le contre-pouvoir jaune est parti pour s'inscrire dans la durée

Ce contre-pouvoir jaune qui est en passe de se propager dans les entreprises, est bien parti pour s'inscrire dans la durée et pour tenir tête, à sa façon effrontée, au pouvoir des riches. Il a déjà ridiculisé Macron et mis à nu les oppositions de Sa Majesté.

Il a fait voir à des millions que derrière les pantins ridicules qui nous gouvernent, se cachent les puissances de l'argent, les licenciés, les exploités, qui ne connaissent pas l'impôt mais se gavent de subventions publiques et laissent les services publics s'effondrer. Il a montré le coût humain du maintien de cet ordre social inégalitaire dont les seuls remparts sont les flashballs et les grenades. En suscitant un « Grand Débat » dont tout le monde sait d'avance qu'il ne sortira rien, le mouvement a dévoilé l'impuissance des institutions de cette république faite pour les riches.

Tous les samedis, dès le 9 février pour l'acte XIII, continuons à descendre dans la rue.

« Emmanuel Macron, on vient te chercher chez toi » scandent les manifestants. Allons aussi chercher « chez eux » la petite minorité de ceux qui profitent de sa politique : les PDG type Carlos Ghosn, les actionnaires dont les dividendes battent tous les records, les managers harceleurs et surpayés, les grands propriétaires immobiliers marchands de sommeil et leur entourage de petites frappes mafieuses à la Benalla.

Tous ensemble, oui !

Le compte n'y est pas

En mélangeant tous les types d'augmentations, comme les AG à taux plancher et les AI octroyées au compte-goutte, PSA prétend avoir eu une politique salariale supérieure à l'inflation depuis 5 ans. Quand on pense à nos salaires gelés pendant tout ce temps... on se pince pour y croire.

Mélanger les choux, les carottes et les navets ça nous fait une belle bouillabaisse où personne n'y retrouve ses petits. Il suffit de regarder sa fiche de paie pour constater que le compte n'y est pas pour la majorité d'entre nous. Car 2,3 %, même en l'appliquant à une paie de 3 000 € (cas le plus favorable pour les ETAM les plus anciens) ça ne fait jamais que 69 €...

Employé modèle made in PSA

Après la mise en place du flex-office et la promotion du télé-travail, la direction organise une « Koh-Lab week » mondiale pour se former à office 365.

Plus besoin de bureau ou d'ordinateur professionnel : le salarié modèle est 100% mobile et travaille en mode « start-up ». Et il doit en plus venir se former sur ses pauses ou à l'heure de déjeuner. Et puis quoi encore ? Manquerait plus qu'un Denis Brogniart pour compléter le tableau. Pas de temps à perdre : totem d'immunité ou pas, basta ses Yammer ou autres Sharepoints, éliminons direct' la direction.

RH dématérialisée

Avec la dématérialisation prochaine de nos fiches de paie, la direction PSA pousse à l'extrême le start-up spirit... du moins lorsqu'il s'agit de gratter quelques centimes de plus sur notre dos.

Car ces « optimisations », on n'en voit jamais la couleur sur la rémunération de notre travail, qui lui est bien réel !

« Pleine conscience »

On nous organise à Vélizy une conférence sur le thème de la « mindfulness » ?! Ça dénote avec les réflexions de nos psychopathes de la performance sur le darwinisme pour la survie... de leurs profits.

Chiche, restons là : « soyons », arrêtons de faire (ce que disent nos chefs) et ne recherchons plus aucune performance. Bref, développons notre pleine conscience... de classe !

Saint-Ouen : la direction joue du pipeau

La direction se félicite d'avoir conclu un accord concernant la fermeture de Saint-Ouen avec les syndicats présents sur le site (à l'exception de la CGT).

Mais les indemnités - 18 mois de salaire brut et une prime de 20 000 euros - sont une paille dans le contexte des bénéfiques records du groupe.

La direction promet en outre qu'aucun salarié ne partira sans un nouvel emploi ? Il faut voir les propositions du cabinet de reclassement Altedia dépêché sur le site pour y croire : on propose aux ouvriers de Saint-Ouen de devenir équipier à McDo ou assistante maternelle ! Quant aux reclassements internes, il y a de quoi être sceptique quand PSA continue en même temps à supprimer des centaines de poste dans le reste des usines comme à Poissy.

The Vigilant

Visiblement, Carlos Ghosn doit avoir de quoi méditer sur l'amitié. À l'exception de la justice japonaise, tout le monde l'a lâché ! La palme de l'hypocrisie revient sans conteste au ministre de l'Économie Bruno Le Maire qui, après avoir loué sur tous les tons le patron de Renault et défendu pendant des semaines sa « présomption d'innocence », a fini par annoncer en personne la démission de Ghosn, puis annoncé qu'il ferait preuve d'une « grande vigilance » au sujet du plafonnement de ses indemnités de départ. Dommage qu'il n'ait pas appliqué cette vigilance, quand Ghosn fraudait le fisc français avec sa complicité !

La force des travailleurs, c'est la grève

Fin janvier, 4000 salariés sur les 13 000 que compte l'usine Audi de Győr en Hongrie ont débrayé. Ils entament une grève reconductible d'une semaine pour obtenir 18 % d'augmentation tout de suite. La grève a encore pris de l'ampleur le week-end dernier où 300 salariés ont rejoint le mouvement. Avec sa politique de flux tendu, la direction d'Audi se retrouve sans moteur pour monter ses voitures en Allemagne.

Les salariés ont décidé d'utiliser leur arme, la grève, car sans eux les patrons ne peuvent rien produire. Audi qui appartient au groupe Volkswagen, est plein aux as. Ils ont largement de quoi répondre aux exigences des ouvriers hongrois qui font partie des ouvriers les moins bien payés d'Europe.

Nul n'est prophète en son pays

Macron salue « le courage des centaines de milliers de Vénézuéliens qui marchent pour leur liberté »... tout en réprimant ses propres contestataires, les Gilets jaunes, à coup de gaz lacrymogènes, de grenades de désencerclement, de flash-balls et d'arsenal judiciaire.

La cause de la liberté ne manque pas de défenseurs en France. Mais ils sont dans la rue revêtus d'un gilet jaune, pas à l'Élysée !